

Paris le 15 avril 2016

Le changement c'est maintenant,
La manifestation c'est maintenant,
Le retrait de la Loi travail c'est maintenant !!!

Depuis le 9 mars, des mobilisations, des manifestations, des grèves, des occupations ont lieu quotidiennement partout en France. Ces actions sont des réussites face à l'attaque que représente ce projet de loi qui met en cause les droits des salarié-e-s : barème des indemnités prud'homales, assouplissement des dérogations en matière de durée du travail, facilitation des licenciements économiques, et surtout un droit du travail différent d'une entreprise à l'autre, ou la moindre avancée sociale sera soumise à l'accord du patron.

Les retouches apportées au projet de loi ne changent rien à l'essentiel du projet de loi :

- Les licenciements économiques sont facilités, y compris pour des groupes bénéficiaires,
- les horaires de travail sont de plus en plus flexibles et les heures supplémentaires de moins en moins payées,
- Le suivi médical des salariés et les missions des médecins du travail sont sacrifiés au profit d'une mission de conseil aux employeurs,
- Le droit du travail sera fabriqué dans chaque entreprise par des accords qui permettront des régressions sociales négociées sous la menace de chantage à l'emploi ; avec comme conséquences encore moins de droits pour les salariés, un éclatement du salariat et un dumping social généralisé.
- Les salariés seront encore plus précaires, plus isolés, plus vulnérables, plus pauvres...

Voilà l'avenir que réserve ce projet de loi surtout aux plus jeunes travailleurs. C'est pourquoi le retrait est la seule revendication possible qui garantira le maintien des droits des salariés.

Malgré les modifications mineures annoncées sur certains points, malgré les mesures accordées aux étudiants sans rapport avec le projet et qui ne servent qu'à débarrasser la rue de la jeunesse, le gouvernement continue à ignorer la mobilisation et à l'assimiler à une incompréhension du projet.

Le projet de loi sera examiné à partir du 3 mai par l'Assemblée Nationale.

Peu important les vacances scolaires, peu important les congrès syndicaux, les agendas des uns et des autres, peu importe que l'on soit fonctionnaire ou pas, par solidarité pour nos familles, nos voisins, nos enfants, pour faire comprendre au pouvoir que ni aujourd'hui ni demain nous n'accepterons les régressions sociales.

Le risque majeur de ce projet est de poser les bases pour que demain les derniers avantages, qu'ils soient publics ou privés, puisse être supprimés encore plus facilement.

**Nous appelons à participer à la journée de mobilisation et de grève du jeudi 28 avril 2016. Nous appelons les agents à se réunir, à participer à des assemblées générales, à toutes les actions organisées et à faire connaître autour d'eux les dangers de ce projet.
PAR TOUT MOYEN IL FAUT OBTENIR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL-KHOMRI !**